

LA REFORME DES RETRAITES NOUS CONCERNE TOUS !

Le gouvernement a prié le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) de fournir un rapport à charge contre notre système de retraite. Objectif : dramatiser la situation, manipuler l'opinion et adopter rapidement, pendant l'été, une loi qui tire un trait sur notre régime par répartition, acquis essentiel depuis 1945.

Fausse questions – fausses solutions

Repousser l'âge de départ au-delà de 60 ans ? Si le gouvernement repousse l'âge de départ en retraite, les « séniors » devront rester au travail et ce seront autant de chômeurs jeunes en plus. Cela ne créera ni emplois, ni ressources supplémentaires pour nos retraites.

Travailler plus longtemps, 41, 42, voir 45 ans ? Tous les salariés savent que les patrons se débarrassent des salariés âgés, jugés moins productifs, plus souvent malades. Cela revient à transférer vers le chômage, la mise à la réforme ou la préretraite des salariés qui seront ensuite pénalisés dans leur calcul de pension.

L'espérance de vie augmente. Elle augmente au moins depuis 1740, selon l'INED (institut national des études démographiques) et pourtant l'âge de départ en retraite n'a pas cessé de baisser depuis que les retraites existent. Ce qu'il était possible de réaliser hier ne le serait plus maintenant ? Hier, la société transférait une partie de plus en plus importante de la richesse produite vers les retraites (5,4 % du Produit Intérieur Brut – PIB – en 1960 et 12 % en 2003). Pourquoi ne pas continuer ? Le COR l'avait proposé ... sans succès au gouvernement.

Baisser les pensions. A cause des réformes Balladur de 1993 et de Fillon en 2003 et 2007, le COR a calculé que le montant des pensions passera de 78 % du salaire net moyen en 1993 à 59 % en 2030. La réforme proposée en 2010 correspondrait, toujours selon le COR, à une baisse supplémentaire portant les pensions en-dessous de la moitié du salaire net moyen ! Alors que pour la plupart des retraités, les pensions sont largement insuffisantes pour vivre décemment, le gouvernement propose de les diminuer encore !

Le déficit des caisses de retraite. Le trou pour 2010 devrait se monter à 10 milliards d'€. Le COR estime avec des projections à 2050 (on entre dans la politique fiction !) que le cumul des dettes de retraite serait de 2600 milliards d'€. Ce que ne dit pas le COR, c'est que le PIB cumulé sera d'environ 120000 milliards d'€. Les dettes cumulées des retraites ne représenteraient donc que 2 % du PIB ! Or, le gouvernement n'a eu aucun problème pour trouver près de 400 milliards d'€ en quelques jours pour sauver les banques qui ont spéculé avec notre argent. C'est avant tout un choix politique de saborder notre régime de retraites.

Les solutions existent parce que les recettes existent

Supprimer les allègements de charges sociales : ils représentent **30 milliards d'€** en 2009, de quoi largement couvrir le « trou » de la sécu et des retraites.

En finir avec le chômage de masse : 1 million de chômeurs en moins, c'est **13 milliards d'€** de cotisations sociales en plus.

Taxer les produits financiers et le capital : une entreprise qui licencie pour mécaniser, outre le fait qu'elle jette à la rue ses salariés, paye moins de cotisations sociales. Il faut taxer le capital. Rien que soumettre les stock-options aux cotisations sociales ramènerait **2,4 à 4,8 milliards d'€** par an !

Augmenter les cotisations patronales : le COR avait calculé que les **majorer de 0,26 %** pendant 40 ans permettrait de garder les anciens modes de calcul d'avant la réforme Balladur !

Or Fillon l'a annoncé : il n'est pas question de toucher aux cotisations sociales, ce qui signifie que les allègements de charge, les niches fiscales, les inégalités sociales doivent continuer !

.../...

Deux choix de société qui s'opposent

La question des retraites pose deux questions :

Quelle répartition des richesses ? La part des salaires dans la richesse nationale a baissé de 11% en 25 ans au bénéfice de celle des profits. C'est inadmissible. Revenir à la situation antérieure reviendrait à augmenter de 15 % l'ensemble des salaires ! Or, qui dit salaires augmentés, dit aussi cotisations sociales augmentées dans la même proportion, cotisations supplémentaires estimées à 50 milliards d'€ par an ! Or, est-ce un hasard si patronat et gouvernement le refusent ?

Existe-t-il une vie en-dehors du travail salarié ? Dans l'ensemble des médias, nous entendons la petite musique qui stigmatise les personnes qui ne travaillent plus, les présentant au mieux comme des oisifs, au pire comme des profiteurs. Mais pourquoi ne pas considérer la retraite comme une nouvelle vie, où les retraités ont le temps de vivre des expériences, des moments qui leurs étaient impossibles de réaliser durant leur période de travail ? S'occuper de la famille, voyager (pour ceux qui en ont les moyens), participer à la vie associative, avoir des activités sportives ou culturelles, cela est-il devenu une maladie honteuse ?

Le gouvernement cherche à imposer un nouveau modèle de société, ce qui a fait dire à Fillon en 2007 « nous avons gagné la bataille idéologique ». Désormais, la solidarité, la gratuité sont devenus des mots « archaïques ». Ils sont remplacés par le chacun pour soi et l'argent-roi. Le gouvernement distille dans tous les médias, à longueur de journée, la même musique : ne pas toucher aux profits au nom de la prise de risque des spéculateurs et de la compétitivité mais faire payer les salariés qui doivent consentir des sacrifices. Bilan, les salaires sont bloqués, les pensions baissent mais les profits exposent malgré la crise.

Pour nous, La garantie d'un système de retraites par répartition est essentielle comme gage de solidarité avec les salariés précaires et pauvres, dont une grande partie sont des femmes. Il doit aller de pair avec une revalorisation des pensions, dont les plus basses sont essentiellement celles des femmes, quand on sait que 57,2 % d'entre elles sont allocataires du minimum vieillesse. Mais il doit s'accompagner aussi et surtout d'une réelle égalité professionnelle et salariale entre les hommes et les femmes.

La réforme des retraites est dans la continuité de la politique de liquidation des services publics et des acquis sociaux imposée par le gouvernement. Alors que les spéculateurs ont tous les droits et saignent à blanc les populations, comme c'est dramatiquement le cas en Grèce, les gouvernements européens n'ont de cesse de démanteler nos acquis. Pour le faire, ils sont appuyés par les officines internationales comme le FMI, l'OMC, la Banque mondiale ou la Banque Centrale Européenne. A longueur de rapports et de recommandations, les consignes sont claires : privatiser, démanteler, transférer vers le privé la protection sociale. Défendre nos retraites, c'est aussi refuser cette politique.

**Réagir dès maintenant
Votre avenir vous concerne !**

S'appuyant sur l'appel signé par des dizaines de milliers de citoyens et militants associatifs, politiques ou syndicaux « faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites », le NPA de Choisy le Roi a proposé à toutes les forces politiques de gauche, les syndicats et les associations de résister ensemble et de mobiliser sur la ville.

Les premières organisations suivantes qui ont répondu à cette invitation, Femmes Solidaires, Les Verts-Europe Ecologie, Les Alternatifs, le NPA, proposent à tous les citoyens de se regrouper dans le collectif unitaire de défense des retraites que nous avons décidé de créer sur Choisy le Roi.

**Habitants de Choisy le Roi,
venez nombreux à la
REUNION PUBLIQUE DE LANCEMENT
DU COLLECTIF DE DEFENSE DES RETRAITES
MARDI 18 MAI A 19H00
Bourse du Travail de Choisy le Roi**